



## REPUBLIQUE FRANCAISE

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S

**N° DLP2020-33 - Séance du 06/07/2020**

ACTES

4. Fonction publique

4.1 Personnels titulaires et stagiaires de la F.P.T

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	12	12

Vote	
Pour	12
Contre	0
Abstention	0

L'an 2020, le 6 juillet à 14h00, le conseil d'administration du CCAS de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Président du CCAS, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par électronique aux membres du conseil d'administration le 02/07/2020. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au CCAS le 02/07/2020.

#### **Présents :**

Jean-Luc MEISSONNIER, Marie-Thérèse AMALVY, Christiane GAUBERT, Marie-France TEXIER, Michel BAUDOUR, Josiane DEVESA, Hubert FABRITIUS, Bertrand LEENHARDT, Madeleine SABASTIA, Brigitte DEMURTAS, André TURQUAY, Bernard VIDAL

#### **Absent excusé :**

Alain SOULIER

#### **Secrétaire de séance :**

Emily NOCERA, Directrice du CCAS

**N° DLP2020-33 – CONGES ANNUELS ET RTT DES AGENTS PENDANT LE CONFINEMENT**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

**Vu** la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

**Vu** la loi N°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19,

**Vu** le décret 88-145 du 15 février 1988 modifié, pris en application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984, relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

**Vu** le règlement relatif au temps de travail des agents du CCAS et de l'EHPAD de la ville de Baillargues,

Christiane GAUBERT rapporte que dans le cadre de la crise sanitaire et plus particulièrement pendant le confinement, de nombreux agents ont été placés en télétravail ou en autorisation spéciale d'absence. Cette organisation inédite a conduit à fermer de nombreux services ou à ce que de nombreux autres voient leur activité réduite,

**Considérant**, la loi N°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 permet à tout employeur d'imposer ou de modifier unilatéralement les dates des jours de réduction du temps de travail prévus par le statut général de la fonction publique,

Il est proposé de minorer le quota des jours de congés annuels et de RTT, aussi par esprit de solidarité et d'équité les uns avec les autres de la manière suivante :

- de déduire au maximum 5 jours de congés annuels et 1 jour de RTT aux agents du CCAS.
- d'autoriser le président à évaluer le nombre de jours à déduire en fonction de l'activité des agents pendant le confinement.

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

Le conseil d'administration :

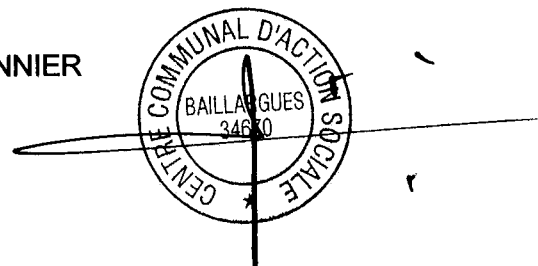
- **APPROUVE** la déduction au maximum 5 jours de congés annuels et 1 jour de RTT aux agents du CCAS,
- **AUTORISE** le président à évaluer le nombre de jours à déduire en fonction de l'activité des agents pendant le confinement.

Pour extrait conforme,

Le 06/07/2020

Le président,

Jean-Luc MEISSONNIER



*La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*